

Lettre d'ENSEMBLE! n° 147

Category: Lettre d'ENSEMBLE!
écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

**Lettre n° 147
du 17 avril 2025**

Au sommaire :

- L'Édito : L'austérité toujours et encore ! ;
- Ukraine : l'auto-organisation résistante ;
- 17 avril : journée internationale de soutien aux prisonnier·es palestinien·nes ;
- Une France à +4°C ? ;

La Lettre d'ENSEMBLE! n°147 17-04-2025

Lettre d'ENSEMBLE! n° 146

Category: Lettre d'ENSEMBLE!
écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

**Lettre n° 146
du 10 avril 2025**

Au sommaire :

- L'Édito : Ne laissons pas le RN faire sa loi ! ;
- Gaza : nouvelle phase de la guerre génocidaire ;
- Pour armer l'Ukraine, nationalisation des industries d'armement ;
- L'impasse nucléaire ;

Lettre d'ENSEMBLE! n° 145

Category: Lettre d'ENSEMBLE!
écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

**Lettre n° 145
du 3 avril 2025**

Au sommaire :

- L'Édito : Le Pen condamnée, le risque fasciste demeure ;
- Serbie : mobilisation exceptionnelle ! ;
- Du Trumpisme à la française : les CESER dans le collimateur ;
- Initiative intersyndicale sur les questions migratoires ;

Lettre d'ENSEMBLE! n°145 (03-04-2025)

Retraites : une autre loi est possible

Category: Actualité politique
écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

Un collectif de député·es, de syndicalistes et d'élu·es locaux·ales appelle à mettre un terme à la loi relative à la « retraite à 64 ans » dite « loi Borne » adoptée en force en 2023 par l'usage du 49-3. Nous relayons cet

appel qui est accompagné d'une pétition.

RAPPEL

Retraites : une autre loi est possible !

Par *un collectif de député·es, de syndicalistes et d' élu·es locaux·ales*. Le 2 avril 2025.

L'appel de 60 député·es, syndicalistes, élu·es pour la suspension et l'abrogation de l'actuelle loi imposant la retraite à 64 ans et pour une nouvelle loi retraite a recueilli 5 000 premiers soutiens.

Le collectif s'était adressé sans exclusive à toutes les forces politiques de la gauche, notamment à des députés de tous les groupes de gauche à l'Assemblée nationale, dans un souci de conforter et renforcer le front qui s'était constitué avec le NFP.

C'est sur le contenu des propositions inscrites dans le programme du NFP que l'appel a été lancé.

Si plus de 30 000 personnes ont vu l'appel, un sur six seulement l'a signé. C'est pourquoi une relance est en préparation.

D'ici là, il nous faut élargir le socle des premiers signataires. **Nous vous invitons à signer et à partager l'appel :**

- sur le site : appel-nouvelle-loi-retraite.fr
- ou sur change.org : <https://chng.it/JPYt57LcHb>

Faisons circuler cet appel, faisons-le connaître et signer le plus massivement possible [la pétition qui l'accompagne](#).

Les déclarations de François Bayrou contre toute remise en cause de l'âge de départ à la retraite fixé à 64 ans révèlent une nouvelle fois l'intransigeance de celles et ceux qui ont imposé cette loi.

RETRAITES

une autre loi est possible !

Nous appelons à mettre un terme à la loi relative à la « retraite à 64 ans » dite « loi Borne » adoptée en force en 2023 par l'usage du 49-3. Cette loi demeure très largement rejetée par la représentation nationale et dans le pays.

Il faut la suspendre et l'abroger par une loi alternative !

Avec les syndicats, les citoyens et citoyennes, rassemblons-nous pour une autre loi retraite : rétablir les facteurs de pénibilité supprimés par Emmanuel Macron ; prendre en compte toutes les années cotisées ou validées, dont celles passées au RSA ; indexer les pensions sur les salaires.

Pour le financement, les propositions existent : augmenter les cotisations sociales patronales ; augmenter les salaires pour assurer des recettes en cotisations ; réaliser l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ; créer une sur-cotisation sur les hauts salaires ; augmenter le taux d'activité des seniors au chômage avant 60 ans...

Osons la démocratie !

Une autre loi doit être débattue partout dans le pays

60 premières signatures :

Député.es Clémentine Autain (APRES), Pouria Amirshahi (Les écologistes), Léa Balaje (Les écologistes), Édouard Benard (PCF), Mickaël Bouloux (PS), Soumya Bourouaha (PCF), Paul Christophe (PS), Alexis Corbière (APRES), Pierrick Courbon (PS), Hendrick Davi (APRES), Arthur Delaporte (PS), Emmanuelle Duplessy (Génération.s), Iñaki Echaniz (PS), Elsa Faucillon (PCF), Charles Fournier (Les écologistes), Tristan Lahais (Génération.s), Stéphane Peu (PCF), Sébastien Peytavie (Génération.s), Sandrine Rousseau (Les écologistes), François Ruffin (Picardie Debout), Nicolas Sansu (PCF), Danielle Simonnet (APRES), Sophie Taillé-Pollian (Génération.s), Céline Thiébaud-Martinez (PS)...

Syndicalistes Lucky Angeletti, Michel Angot, Gérard Billon, Bruno Bothua, Jean-Claude Branchereau, Patrick Brody, Jo Chapuis, Pierre Dadu, Bruno Dalberto, Elsa Delignières, Olivier Dupuis, Guillaume Fleurance, Valérie Froberger, Sylvie Goulée, Pablo Krasnopolsky, Caroline Lèchevin, Sophie Mangon, Florence Marois, Marc Morvan, Patrice Perret, Ange Romiti, Mariana Sanchez, Tanguy Simon, Corinne Turpin...

Élues locales et élus locaux Marie-Hélène Amiable, Jacqueline Belhomme, Laurence Boffet, Laurent Bosetti, Marlène Collineau, Maryse Dorra, Sonia Figuières, Vanessa Ghiati, Jean-Yves Lalanne, Isabelle Lorand, Patrice Leclerc, Jacqueline Madrennes...

appel-nouvelle-loi-retraite.fr

signez et faites signer l'appel



Le Pen condamnée, le risque demeure

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

Le Pen condamnée, le risque fasciste demeure

Nous ne pleurons pas sur l'inéligibilité de Marine Le Pen, décidée par la justice. À force de frauder, il fallait bien que ça arrive au RN. Ceux qui crient « au voleur » le sont eux-mêmes, avec l'argent public.

La loi doit être la même pour tous les citoyens. Le minimum est que celles et ceux qui votent les lois les respectent. La justice a tranché, c'est son rôle.

Y a-t-il vraiment un problème démocratique alors que le RN peut présenter une autre candidature ? Pour nous, les élections ne sont pas une question de personne, mais de programme et de propositions politiques.

C'est ce programme qu'il faudra rejeter, quelle que soit la candidature. Le RN a un projet raciste et ultra-réactionnaire, de division de la population. La majorité des électeurs et des électrices l'a rejeté en juillet dernier.

ENSEMBLE! appelle la gauche à renoncer à ses divisions et à se rassembler dans le Nouveau Front populaire. C'est la seule possibilité pour éviter les victoires de l'extrême droite dans les élections à venir.

Pour surmonter les divisions de la gauche afin de combattre le néo-fascisme, il convient de développer les assemblées du NFP partout dans les territoires. C'est ce à quoi s'emploient,

avec d'autres, les militant·es d'ENSEMBLE!

Bagnolet, le 1er avril 2025

ENSEMBLE!

Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologiste et Solidaire

Manifestation de soutien à l'Ukraine

Category: Actualité politique
écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

Contre la guerre de Poutine et la complicité de Trump

Pour une paix juste et durable

Soutenons plus que jamais la résistance ukrainienne !

En coupant l'aide humanitaire, en suspendant les livraisons d'armes et l'apport du renseignement américain, **les décisions de Donald Trump ont affaibli l'Ukraine et permis à Poutine d'intensifier ses bombardements meurtriers.**

Le dictateur du Kremlin et l'autocrate de Washington veulent régler entre eux le sort de l'Ukraine et s'en prennent ensemble à son président légitime.

Volodymyr Zelensky a fait preuve de courage : en tenant tête à Donald Trump et J.D. Vance à Washington, mais aussi en acceptant de proposer un cessez-le-feu temporaire.

L'Ukraine n'est ni à vendre ni à conquérir ! L'Ukraine résiste

et son peuple debout continue de combattre ! Plus que jamais, l'Ukraine a besoin de nous !

Depuis 3 ans, elle est en première ligne de l'Europe pour défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les libertés démocratiques et le droit international : le peuple ukrainien combat aussi pour nous toutes et tous.

Si l'Ukraine est vaincue, Poutine récidivera, il poussera son avantage en Ukraine et s'en prendra à d'autres pays européens ; il intensifiera la guerre hybride (cyberattaques, campagnes de fake news, soutien aux extrêmes droites) qu'il mène déjà contre la France, en Europe et dans le monde.

Il est urgent que nos gouvernements augmentent leur aide militaire à l'Ukraine, sans s'en prendre aux retraites et aux budgets sociaux.

Les 210 milliards d'avoirs russes gelés en Europe doivent être confisqués et transférés à l'Ukraine. Le droit international le permet et les député·es l'ont voté le 12 mars à l'Assemblée nationale.

Après les mots, des actes !

Pas de paix contre l'Ukraine !

Pas de paix sans le retour de tous les enfants ukrainiens déportés !

Utilisons les avoirs russes gelés en Europe pour aider l'Ukraine !

Troupes russes hors de toute l'Ukraine !

[Tract d'appel disponible au format PDF](#)

CONTRE LA GUERRE DE POUTINE ET LA COMPLICITÉ DE TRUMP

POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE

SOUTENONS PLUS QUE JAMAIS LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE !

**GRANDE
MANIFESTATION DE
SOUTIEN À L'UKRAINE,
SAMEDI 5 AVRIL À 14 H,
PLACE DE LA
RÉPUBLIQUE-BASTILLE***

En coupant l'aide humanitaire, en suspendant les livraisons d'armes et l'apport du renseignement américain, les décisions de Donald Trump ont affaibli l'Ukraine et permis à Poutine d'intensifier ses bombardements meurtriers.

Le dictateur du Kremlin et l'autocrate de Washington veulent régler entre eux le sort de l'Ukraine et s'en prennent ensemble à son président légitime. Volodymyr Zelensky a fait preuve de courage :

mais aussi en acceptant de proposer un cessez-le-feu temporaire.

L'Ukraine n'est ni à vendre ni à conquérir ! L'Ukraine résiste et son peuple debout continue de combattre ! Plus que jamais, l'Ukraine a besoin de nous !

Depuis 3 ans, elle est **en première ligne de l'Europe** pour défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les libertés démocratiques et le droit international : le peuple ukrainien combat aussi **pour nous toutes et tous**.

Si l'Ukraine est vaincue, Poutine récidivera, il poussera son avantage en Ukraine et s'en prendra à d'autres pays européens ; il intensifiera la guerre hybride (cyber-attaques, campagnes de fake news, soutien aux extrêmes-droites) qu'il mène déjà contre la France, en Europe et dans le monde.

Il est urgent que nos gouvernements augmentent leur aide militaire à l'Ukraine, sans s'en prendre aux retraites et aux budgets sociaux.

Les 210 milliards d'avoirs russes gelés en Europe doivent être confisqués et transférés à l'Ukraine. Le droit international le permet et les députés l'ont voté le 12 mars à l'Assemblée nationale.

Après les mots, des actes !

PAS DE PAIX CONTRE L'UKRAINE !

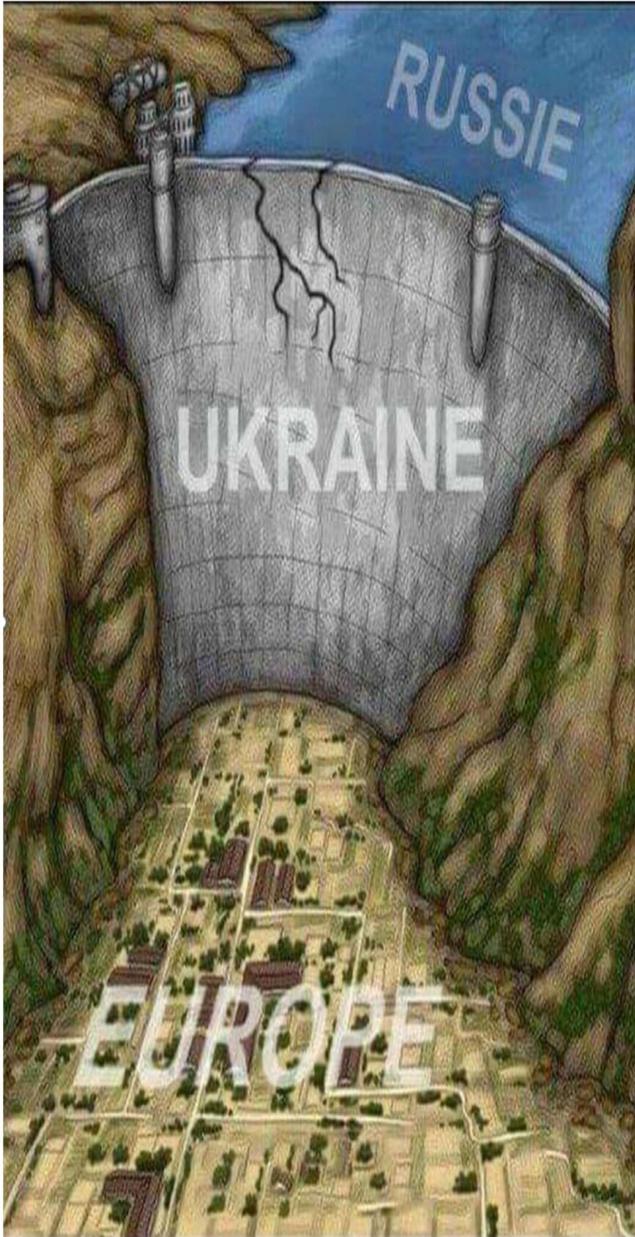
PAS DE PAIX SANS LE RETOUR DE TOUS LES ENFANTS UKRAINIENS DÉPORTÉS !

UTILISONS LES AVOIRS RUSSES GELÉS EN EUROPE POUR AIDER L'UKRAINE !

TROUPES RUSSES HORS DE TOUTE L'UKRAINE !

*** À PARTIR DE 16 HEURES, PLACE DE LA BASTILLE :
VILLAGE DES ASSOCIATIONS, MUSIQUE, PRISES DE PAROLE**

**CONTRE LA GUERRE DE POUTINE ET LA COMPLICITÉ DE TRUMP
SOUTENONS PLUS QUE JAMAIS LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE**



Dessin Rainer Lampatzer

**GRANDE MANIFESTATION DE SOUTIEN À L'UKRAINE
SAMEDI 5 AVRIL À 14 H
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE-BASTILLE
À PARTIR DE 16 HEURES PLACE DE LA BASTILLE
VILLAGE DES ASSOCIATIONS,
MUSIQUE, PRISES DE PAROLE**

A l'appel de

**UNION DES
UKRAINIENS DE
FRANCE**
DEPUIS 1949

et de nombreuses associations dont



Suppression des ZFE et fuite en avant

Category: Actualité politique
écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

Le Parlement s'apprête à voter la suppression des ZFE. Elles sont critiquables, mais rien n'est prévu pour les remplacer. Or, la pollution atmosphérique provoque 48 000 décès et coûte environ 16,7 milliards d'euros par an. La solution est connue : extension des zones piétonnes, transports publics gratuits et plus efficaces.

La suppression des ZFE : une fuite en avant

Par **Jean-François Le Dizès**. Le 29 mars 2025.

Une première copie critiquable

Le Parlement s'apprête à voter la suppression des ZFE¹[Zone à Faible Émission](#) instaurées à la suite d'une directive européenne de 2008 sur la qualité de l'air.

Certes, dans leur version actuelle, **les ZFE sont critiquables** :

- aucune mesure de soutien aux transports publics et à leur gratuité ;
- aucune mesure en ce qui concerne les parkings relais à l'entrée des ZFE ;
- aucune restriction au sujet des grosses cylindrées électriques ;
- exonération des riches dans les restrictions de circulation, car ils sont capables d'acheter des

- véhicules électriques ;
- laisser croire que la voiture électrique est propre.

Les conséquences sanitaires de l'annulation

Aucune nouvelle loi contre la pollution atmosphérique urbaine automobile n'est prévue pour remplacer celle sur les ZFE.

Or, il faut savoir que la pollution atmosphérique – dont l'automobile est une grande contributrice – provoque chaque année 48 000

décès²<https://www.vivons-sans-voiture.com/limpact-direct-de-la-voiture-sur-la-sante/> et attaque la santé de tous ! Cela contribue bien évidemment à l'engorgement des hôpitaux.

De plus, cette pollution occasionne de très importants frais médicaux. Rien que celle provoquée par les particules fines PM2,5 et l'oxyde d'azote (NO2) – dont les moteurs diésels sont particulièrement émetteurs – coûtent 16,7 milliards d'euros par an, soit 259 € par habitant³<https://www.santepubliquefrance.fr/presse/2025/asthme-accident-vasculaire-cerebral-diabete-quels-impacts-de-la-pollution-de-l-air-ambiant-sur-la-sante-et-quel-impact-economique>.

Et ensuite nos parlementaires s'étonneront que l'assurance-maladie sera déficitaire et voteront donc une diminution des remboursements de frais de santé !

N'est-ce pas aux pollueurs automobilistes de payer ou de se restreindre ?

En outre, la réouverture des villes à toutes les automobiles ne peut qu'augmenter la production des gaz à effet de serre. Cette mesure contribuera ainsi à l'accroissement des catastrophes climatiques.

En me rendant ces jours-ci à Paris, où une ZFE est en vigueur, j'ai apprécié qu'il y ait « cent fois » moins de voiture

qu'autrefois.

Par ailleurs, la France avait été condamnée en 2019 par la Cour de Justice de l'Union européenne pour non-respect de la directive sur la qualité de l'air.

En remettant en cause sa lutte contre la pollution atmosphérique, la France ne va-t-elle pas être mise à l'amende par l'Union européenne ?

Quelle solution ?

La solution la plus équitable est l'extension des zones piétonnes (comme à Strasbourg) tout en rendant les transports publics gratuits (comme à Montpellier) et beaucoup plus efficaces.

Précarité, soins, exclusion

Category: Santé

écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

La financiarisation gangrène tous les services publics. La volonté de mettre fin aux acquis sociaux de 1945 s'applique aussi dans les domaines de la psychiatrie. La « santé mentale » devient un nouveau marché avec ses plateformes d'appel. Il en résulte la mise en crise des métiers du soin.

Précarité, soins, exclusion : Quelle place pour « une psychiatrie sociale » ?

Par **Jean-Pierre Martin**. Le 23 mars 2025.

Les politiques de financiarisation gangrèment tous les

services publics.

L'accès aux soins du sujet en souffrance psychique n'y échappe pas. La financiarisation – par ses restructurations en psychiatrie – ne laisse aucune place à la citoyenneté et à la subjectivité sociale de la personne. Forme de domination d'un marché capitaliste globalisé, elle accélère la transformation en marchandise de toute activité de soin, d'éducation et de protection sociale⁴**Ainsi l'hôpital public est restructuré en permanence par une gestion qui repose sur une dette insoutenable. En effet, depuis 2002 la mise en place de l'euro et de la Banque centrale européenne a retiré la possibilité pour les hôpitaux d'emprunter auprès de la Caisse des dépôts avec des intérêts très bas et des délais de remboursement qui pouvaient aller jusqu'à 60 ans. Les emprunts se sont donc faits auprès des banques commerciales avec des taux d'intérêts qui ont pu atteindre près de 20 %, des emprunts dits toxiques. Le résultat est de ce fait aujourd'hui catastrophique. Dans l'ensemble de l'hospitalisation et de l'accès aux soins. . Elle conforte toutes les tentatives du patronat de mettre fin aux acquis sociaux de la Sécurité sociale de 1945.**

Remise en cause des acquis

Moment de conquêtes sociales, 1945 est marqué, en psychiatrie, par l'essor de la psychothérapie institutionnelle. Cette dernière est née à St Alban durant la guerre ([François Tosquelles](#)). L'idée de secteur public de psychiatrie date de cette époque ([Lucien Bonnafé](#)).

Sa remise en cause asilaire est aujourd'hui celle de tous ses acquis que sont :

- les acquis en 1968 d'une discipline psychiatrique, science de la subjectivité acquise, des apports de la psychanalyse et de la phénoménologie dans toutes les pratiques alternatives du soin développées depuis à l'hôpital,

- la politique de secteur public de psychiatrie comme implantation sur des territoires citoyens,
- le rapport Demay de 1982 et sa proposition d'une politique de secteur basée sur des établissements locaux de santé mentale.

L'annonce gouvernementale d'une « santé mentale grande cause nationale » laisse donc présager une transformation radicale de la « santé mentale » conçue comme besoin social de reconnaissance du soin psychique par un service public.

En effet, elle va se trouver remise en cause par le management public-privé du secteur public. Elle va devenir un nouveau marché du soin avec ses plateformes d'appel. Elle ne sera plus basée que sur le dépistage du symptôme fonctionnel et comportemental.

La création de « mon soutien psy » en 12 séances en est la caricature. La déshumanisation du soin qui en résulte s'appuie sur le retour au seul neurocomportemental évaluable. On sait pourtant qu'il réduit le traitement aux médications immédiates du symptôme et non aux maladies psychiques. La pratique clinique n'est plus déterminée par les équipes soignantes.

La pédopsychiatrie ciblée

La pratique du tri du soin psychique concerne particulièrement la pédopsychiatrie. Celle-ci traite du sujet social à éduquer et construire alors qu'il est aujourd'hui objet de répression comportementale. Se profile la destruction néolibérale de la spécialité psychiatrique comme soins de la subjectivité. Elle se voit remplacée par une politique fonctionnelle de la réussite sociale dès l'enfance.

L'ensemble s'inscrit dans un sécuritaire médicalisé et comportemental dès le plus jeune âge. Sa mise en œuvre a commencé sous Sarkozy avec la loi du 5 juillet 2011. Associée à une garde à vue psychiatrique de 72 heures, la loi a

inauguré le tri de symptômes référés à leur risque de dangerosité avec des pratiques de contention pour toute agitation.

Les métiers du soin en crise

Il en résulte la mise en crise des métiers du soin, la remise en cause d'une psychiatrie humaniste et égalitaire pour tous et un manque de motivation à s'y engager. Les soignants et soignantes ne savent plus le métier qu'ils font. Le tri d'accès aux soins laisse de côté les populations les plus fragiles, adultes, enfants, adolescents ou personnes âgées

Ce refus du sujet social dans une série de crises sociales majeures réactualise ce que Michel Foucault a nommé discours médical de « biopouvoir ». Il est référé à l'anormalité du fou par nature et à son exclusion de la vie sociale pour sa supposée dangerosité.

Il s'accompagne d'un populisme pénal⁵ Denis Salas, Décembre 2010, Essai (Poche) *La volonté de punir. Essai sur le populisme pénal* dans une période de montée des idées d'extrême-droite qui s'applique également au rejet des migrants exilés et réfugiés. La CNDA et l'OFPRA ont ainsi renvoyé dans leur pays deux personnes schizophrènes pour leur dangerosité potentielle et toute agression violente est référée au terrorisme.

Comment résister ?

Comment se ressaisir de la reconnaissance des droits du sujet humain, du fou et de son traitement tant médical que juridique face à la précarisation et à la déshumanisation ? Le nouveau facteur est la sensibilité d'une part importante de la population à ces effets sur la santé mentale et nombre d'élus et d'associatifs gardent le souvenir des pratiques communes.

Une autre psychiatrie engagée aux avant-postes de la prévention et des soins en direction des populations les plus

précaires est centrale face à ce nouvel ordre asilaire jusqu'au domicile⁶L'enjeu clinique et social alternatif reste pour moi l'expérience un centre d'accueil ouvert 24h sur 24 à Paris, constitué dans une dynamique institutionnelle de secteur public de psychiatrie du service de soin en lien avec les élus et les services sociaux locaux et les associations, Sans rendez-vous préalable de toute personne dans le sentiment d'urgence psychique, l'accueil d'une équipe infirmière en responsabilité thérapeutique élargie avec des médecins est l'écoute relationnelle vers un soin possible à déterminer et dans quel lieu (dispensaire et si besoin d'une hospitalisation), mais aussi sur place 24h sur 24 ses repas en commun et cinq lits d'accueil autorisés par la caisse régionale d'assurance maladie. Le projet et sa réalisation sont l'enjeu social d'une crise du sujet dans celui d'un social en crise qui va rapidement être intégré par les acteurs sociaux et médicaux du centre de Paris et source de déplacements vers un domicile ou la rue..

L'urgence est donc de reconstituer un réel accueil inconditionnel humain sur le secteur psychiatrique et son hospitalisation. La question du social participe d'une pratique clinique d'émancipation de l'humanité du fou. Son expérience avec d'autres acteurs du social et du politique reste un acquis à faire vivre.

Lettre d'ENSEMBLE! n° 144

Category: Lettre d'ENSEMBLE!
écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

Lettre n° 144
du 27 mars 2025

Au sommaire :

- L'Édito : Un 22 mars de lutte et d'espoir ;
- Une rencontre prometteuse ;
- La « Gazaïfication » de la Cisjordanie ;
- Recomposition/dépassement ;
- Une caricature antisémite n'est jamais innocente ;

Lettre d'ENSEMBLE! n°144 (27-03-2025)

Résolution du Bloc de Gauche portugais

Category: International

écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

Le Conseil National du Bloc de Gauche portugais a publié, ce 23 mars, une résolution sur la politique internationale. Il y soutient que « l'Europe [est] prise au piège de l'axe Trump-Poutine ». Nous la présentons sur ce site, car elle peut enrichir nos discussions sur la nouvelle situation internationale.

L'Europe prise au piège de l'axe Trump-Poutine

Sur la situation européenne et internationale, marquée par le retour de l'extrême droite à la présidence des États-Unis d'Amérique.

Par le [Conseil National du Bloc de Gauche portugais](#). Publié le 23 mars 2025, par [Bloco de Esquerda](#). Traduit en français par Adam Novak pour [Europe Solidaire Sans Frontières](#).

Cette résolution du Conseil National du Bloc de Gauche portugais sur la politique internationale, approuvée aujourd'hui, voit « l'Europe prise au piège de l'axe Trump-Poutine » et soutient que « l'impérialisme américain reste le plus agressif et constitue une superpuissance avec laquelle d'autres puissances impérialistes cherchent à combiner l'existence de pôles mondiaux », un processus qui « avance, tantôt par le conflit, tantôt par la coopération entre puissances et par l'intégration capitaliste transnationale ». Pour le Bloc de Gauche, il existe divers impérialismes et « aucun d'entre eux n'aura un rôle progressiste car tous agissent selon les intérêts de leurs élites capitalistes ». Par conséquent, « reconnaître cette réalité est vital pour élaborer une proposition internationaliste capable d'offrir un avenir à l'humanité et de concevoir un ordre démocratique des peuples. »

Nous publions intégralement la résolution approuvée le 23 mars par le Conseil National du Bloc de Gauche sur la situation européenne et internationale, marquée par le retour de l'extrême droite à la présidence des États-Unis d'Amérique.

1. Une seule loi, celle de la force

La seconde élection de Donald Trump à la Maison Blanche a déclenché des changements significatifs dans l'ordre mondial. La conscience du déclin ou de la dissolution de diverses institutions internationales issues des accords d'après-Seconde Guerre mondiale est rapidement devenue généralisée. Les Nations Unies, fréquemment paralysées dans le passé par les vetos des États-Unis, de la Russie ou de la Chine au Conseil de sécurité, sont aujourd'hui ouvertement méprisées. Les États-Unis d'Amérique et leur bras israélien, ou la Fédération de Russie et son actuel bras nord-coréen, font des menaces répétées à l'existence même de l'ONU. Ce sont exactement les mêmes États responsables de violations continues des normes de la

Charte qui interdisent l'usage offensif de la force. Des agences comme l'Organisation mondiale de la Santé ou l'UNESCO sont sous le feu de l'extrême droite internationale. L'Organisation mondiale du Commerce, enfoncée par de nouvelles protections douanières, est dans un coma induit par les États-Unis, sous protestation... de la Chine. Seul le Fonds monétaire international, extension organique de Washington, police du dollar comme monnaie standard et surveillant des économies endettées, est resté jusqu'à présent indemne, même s'il est déguisé en agence de l'ONU.

[...]

Pour lire la suite de [la déclaration du Bloc de Gauche portugais...](#)

Contre l'antisémitisme et les racismes

Category: Anti-racisme, immigration
écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

L'agression antisémite dont le rabbin Arié Engelberg a été victime le samedi 22 mars a suscité de nombreuses réactions. Nous avons choisi de signaler deux communiqués d'associations qui rappellent la nécessité de lutter contre l'antisémitisme et le racisme sous toutes ses formes. C'est un des fronts essentiels pour notre mouvement.

Deux communiqués suite à l'agression du rabbin Arié Engelberg

Pour ENSEMBLE!, « *Un des fronts essentiels demeure celui de la lutte contre tous les racismes. Contre le racisme, la xénophobie et les discriminations, nous agissons contre toutes les atteintes aux droits démocratiques et contre les attaques du gouvernement et les lois en préparation contre les immigrations (projet de loi Darmanin).*

Dans ce domaine, la lutte contre le racisme anti-arabe et anti-musulman est essentielle pour le vivre ensemble et notre combat anti-fasciste.

De la même manière, nous combattons le renouveau de l'antisémitisme qui s'est manifesté ces dernières années. »

Communiqué commun LDH RAAR SOS MRAP

Après l'agression antisémite contre le rabbin Engelberg, réunissons-nous pour affirmer l'indivisibilité du combat contre l'antisémitisme et tous les racismes.

Une fois encore l'antisémitisme revulse nos consciences.

[...]

Pour lire le communiqué dans son intégralité et le télécharger en PDF, cliquez sur l'image ci-dessous



Après l'agression antisémite contre le rabbin Engelberg, réunissons-nous pour affirmer l'indivisibilité du combat contre l'antisémitisme et tous les racismes

Une fois encore l'antisémitisme réveille nos consciences.

Samedi dernier, le rabbin Arié Engelberg a subi une agression violente par un mineur, alors qu'il quittait la synagogue d'Orléans et était accompagné de son jeune fils. Les images vidéo et les témoignages des personnes qui sont intervenues pour les protéger ne laissent aucun doute sur le motif de cette violence insupportable. C'est parce qu'ils sont juifs qu'ils ont été ciblés et filmés. C'est parce qu'il est juif que le rabbin a été mordu et frappé. Les violences physiques, morales et sexuelles se succèdent et s'accumulent contre les juives et juifs de France.

Depuis l'assassinat d'Ilan Halimi en 2006, les condamnations, déclarations politiques, tribunes, manifestations et rassemblements, s'ils sont nécessaires, ne suffisent plus à endiguer une litanie d'actes, d'images et de discours mortifères. L'antisémitisme est une plaie béante de l'histoire de France.

Quand une personne est agressée en raison de son origine ou de sa confession, c'est toute la République qui est frappée en tant que République. Le principe intangible de ce combat existentiel est celui de l'indivisibilité absolue de la lutte contre tous les racismes et l'antisémitisme. Récemment, des mosquées ont été incendiées, comme à Jargeau, après de nombreuses autres attaques de ce genre. Ce sont des atteintes graves aux droits et à la sécurité de celles et ceux qui sont ainsi victimes de racisme contre les musulman-ne-s. Des agressions racistes vont jusqu'à la mort, comme dans le cas du meurtre de Djamel Bendjaballah, assassiné à Dunkerque le 31 août 2024 sous les yeux de sa fille par un membre d'une milice d'extrême droite, qui avait proféré auparavant des injures racistes et des menaces de mort.

Nous connaissons les promoteurs des divisions entre les luttes contre les racismes, présents et actifs dans de nombreux secteurs et y compris à des postes clés du gouvernement actuel : ce sont ceux qui ont de tout temps porté et continuent de porter l'idée de l'inégalité entre toutes et tous, ceux qui font le projet de séparer les êtres et les communautés en fonction de leurs identités culturelles, culturelles et d'origine, ceux qui ont en horreur le principe de « fraternité » qui a forgé le pacte républicain, la promesse universelle humaniste et l'idéal démocratique. Nous connaissons leurs méthodes. Elles consistent désormais à fracturer notre commune humanité et à nous opposer en instrumentalisant les sensibilités des identités culturelles ou confessionnelles.

Nous, associations antiracistes qui avons mené, à chaque moment de bascule de la République, ce combat existentiel, soutenons la marche qui partira de la synagogue d'Orléans le mardi 25 mars 2025, à 18 heures.

Nous nous engageons à réunir des Assises de la lutte contre les racismes et l'antisémitisme afin de mettre en œuvre tous les moyens visant à faire cesser ces discours et actes politiques qui en sont les moteurs. Agir avec conviction, sans délai et indivisiblement contre tous les racismes et l'antisémitisme est la condition absolue du maintien de notre modèle républicain, laïque et démocratique.

Signataires : LDH (Ligue des droits de l'Homme), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), RAAR - Réseau d'Actions contre l'Antisémitisme et tous les Racismes, SOS Racisme

Paris, le 25 mars 2025

Communiqué de l'UJFP

Suite à l'agression dont le rabbin Arié Engelberg a été victime devant son fils de 9 ans le samedi 22 mars, l'UJFP

exprime sa solidarité à la victime, à ses proches, et à la communauté juive d'Orléans.

[...]

Pour lire le communiqué dans son intégralité et le télécharger en PDF, cliquez sur l'image ci-dessous

UJFP

UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX
الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
afhen gely nreman nreman nreman

Solidarité avec le rabbin d'Orléans, Arié Engelberg

Suite à l'agression dont le rabbin Arié Engelberg a été victime devant son fils de 9 ans le samedi 22 mars, l'UJFP exprime sa solidarité à la victime, à ses proches, et à la communauté juive d'Orléans.

Dans un premier temps l'agresseur de 16 ans s'est prévalu d'une origine palestinienne, pour changer aussitôt de version. La violence à l'égard d'une personne du seul fait de sa judéité réelle ou supposée est inacceptable. Rien ne saurait la justifier.

Ceux qui pensent soutenir la Palestine en s'en prenant aux Juifs et Juives mettent en réalité un coup de poignard dans le dos des Palestinien-ne-s. Oui, aujourd'hui, devant les déclarations des responsables de l'État d'Israël prétendant parler au nom des Juifs du monde entier, devant l'accusation d'antisémitisme proférée contre quiconque se solidarise avec le peuple palestinien victime de génocide avec la complicité active des États occidentaux, il y a des confusions entre Juif et sioniste, entre sioniste et soutien voire acteur du génocide. Elles doivent être combattues.

On se souvient des déclarations scandaleuses du grand rabbin de France, Haim Korsia, fin août 2024. Il avait osé affirmer – sans la moindre compassion envers les victimes – qu'il ne pouvait condamner les actions d'Israël à Gaza, allant jusqu'à dire que « tout le monde sera bien content qu'Israël finisse le boulot ». Et pourtant, même une telle apologie honteuse du génocide ne saurait justifier une quelconque violence physique.

Pour défaire les amalgames, sortir des confusions, les voix comme celles de l'Union Juive Française pour la Paix, qui porte une parole juive antisioniste, sont essentielles.

Les mêmes qui promeuvent un racisme d'État, des réglementations islamophobes, la répression violente des sans-papiers et des mineurs isolés, une fois de plus instrumentalisent l'agression antisémite d'Orléans pour en accuser la gauche, le mouvement de solidarité avec la Palestine et les luttes antiracistes. Ils contribuent ainsi aux confusions qu'il faut au contraire délier. C'est pourquoi l'UJFP n'appelle pas à participer à la manifestation lancée par le CRIF et la LICRA, deux organisations qui, par leur soutien à la politique coloniale israélienne, participent aux amalgames qu'il faut au contraire défaire. Nous refusons la récupération de la lutte contre l'antisémitisme par le sionisme.

Expliquer et chercher à comprendre n'est pas justifier. Il y a des facteurs politiques et sociaux qui expliquent ces amalgames. Mais il n'y a aucune justification à cette agression du rabbin d'Orléans ; il n'y a jamais de justification pour les violences racistes, quels qu'en soient le contexte et les facteurs. Et aucune considération ne doit amener quiconque à en minimiser la gravité.

Cette nouvelle violente agression antisémite doit nous conduire à développer et renforcer nos actions de formation et de lutte contre le racisme sous toutes les formes (nérophobie, islamophobie, antitsiganisme, racisme anti asiatique, antisémitisme...). Le 22 mars, le jour de l'agression de ce rabbin, a aussi été l'occasion de la plus grande mobilisation antiraciste depuis longtemps. Elle doit être une impulsion pour mener une riposte antiraciste large, cohérente et puissante.

La Coordination nationale de l'UJFP, le 25 mars 2025

Vers un Yalta d'États voyous ?

Category: International

écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

Les conversations entre Donald Trump et Vladimir Poutine présagent-elles une entente cordiale entre deux puissances impérialistes pour dominer le monde ? La France et l'Europe doivent-elles participer à la ruineuse course aux armements d'attaque que mènent ces deux États impérialistes ? Voilà quelques-unes des questions que pose Jean-François Le Dizès.

Allons-nous vers un Yalta d'États voyous ?

Par **Jean-François Le Dizès**. Le 24 mars 2025

Les conversations bienveillantes que mènent actuellement les présidents étasunien et russe, Donald Trump et Vladimir Poutine seraient-elles un début d'entente cordiale entre deux puissances impérialistes qui chercheraient à dominer le monde ? N'étant plus à une époque où le communisme soviétique et le capitalisme étasunien s'opposaient dans une guerre « froide », allons-nous vers une complicité entre ces deux pays capitalistes ?

Les dégâts des États voyous

La domination de ces deux États voyous a déjà fait des dégâts, encore récemment, dans le monde et risque d'en faire davantage dans le futur.

L'armée russe a pilonné la Syrie. Elle a envahi l'Ukraine.

Trump envisage d'annexer le Canada, le Groenland et le canal de Panama. Il soutient l'armée israélienne dans le génocide du peuple gazaoui. Il voudrait expulser ce dernier de son territoire.

Par ailleurs, dès qu'un gouvernement pratique une politique intérieure ou extérieure qui lui déplaît, **il prend des sanctions économiques** à l'égard du pays concerné. Tel est le récent cas de l'Afrique du Sud qui est en train de procéder à une réforme agraire qui lui déplaît, car elle s'attaque à la domination économique des Blancs.

Ce pays s'ajoute à la **longue liste de pays sanctionnés par « l'oncle Sam »** : Cuba, Iran, Venezuela, Syrie... Déjà début 2023, 27% des pays du monde étaient sous sanctions économiques étasuniennes⁷<https://lvsl.fr/sanctions-americaines-des-effets-devastateurs-pour-les-peuples-mais-pas-sur-les-regimes/>.

En outre, **Trump désengage son pays de la coopération internationale** : retrait de l'OMS, du GIEC, de l'accord de Paris sur le climat. Voit-il plus loin que « chez lui et maintenant » ?

Ces deux gouvernements voyous ont un avantage : l'opinion publique de leur pays semble amorphe. Ce qui ne peut que leur donner des ailes.

Attaque ou défense européenne ?

Dans cette situation nouvelle, dans quelle mesure la France est-elle menacée ?

Poutine voudrait-il imiter, deux siècles après, Napoléon, qui s'est cassé les dents en Russie ? Allons-nous voir un nouveau débarquement étasunien en Normandie pour occuper la France ? Celle-ci et l'Europe doivent-elles participer à une ruineuse course aux armements d'attaque que mènent les deux États impérialistes en question ?

Ne doivent-elles pas plutôt, à l'exemple de la Suisse, reconvertir leurs armées en les restreignant à de simples armées de défense ? Ce serait alors pour l'armée française une révolution, elle qui est si souvent intervenue en Afrique et qui base en partie sa stratégie sur l'arme atomique !

Voilà quelques-unes des questions que le nouvel ordre du monde nous oblige à nous poser.

Ukraine : Brigades de Solidarité n° 37

Category: International
écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

Le nouveau numéro des « Brigades éditoriales de solidarité » vient de paraître – toujours publié par Syllepse et d'autres maisons et réseaux d'édition – avec un très riche sommaire. « [SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE N° 37](#) » est en téléchargement libre et gratuit.

N'hésitez pas à diffuser largement autour de vous, en contribuant ainsi à la solidarité avec la résistance du peuple ukrainien.

Il est possible de télécharger gratuitement tous les numéros parus [en consultant cette page...](#)

En complément, vous trouverez sur notre site :

- **Ukraine 2022-2024**
 - [Ukraine : appel à la solidarité !](#)
 - [Ukraine, guerre de libération Partie 1](#)
 - [Ukraine, guerre de libération Partie 2](#)
-

Un nouveau désordre international ?

Category: Arguments et analyses
écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

Trump jette aux oubliettes le droit international. Il légitime, avec son ami Poutine, des relations internationales fondées sur la loi du plus fort et un partage du monde entre puissants. Nous assistons à une bascule du monde dans une ère nouvelle. Jean-Paul BRUCKERT tente, pour nous, d'en prendre la mesure.

Un nouveau désordre international ?

Par **Jean-Paul BRUCKERT**. Le 15 mars 2025.

Les premières initiatives de Trump nous ont conforté·es dans l'idée que l'on pouvait se faire de la politique qu'il allait mener. Elles nous ont, en même temps, saisis d'effroi et de sidération par le cynisme avec lequel – tel le Père Ubu⁸[Ubu](#) auquel le compare Edwy Plenel – il jette aux oubliettes le droit international. Il légitime, avec son ami Poutine, des relations internationales fondées désormais sur la loi du plus fort et un partage du monde entre puissants.

Il ne faut donc pas s'y tromper, nous assistons là à une bascule du monde dans une ère nouvelle. Il s'agit d'en prendre la mesure, ou du moins de tenter d'en apercevoir les contours. Il faut d'abord préciser que je n'aborderai pas tous les aspects de la question.

I. La toile de fond

Les protagonistes

On assiste à une partie de poker menteur entre Trump – un maquignon madré féru de propositions transactionnelles montant

aux extrêmes quitte à rétrograder – et un joueur d'échecs, Poutine qui sait depuis toujours où il veut aller.

Plus avant, il faut prendre conscience du rôle majeur joué par l'entourage de Trump. C'est un entourage de milliardaires libertariens dont les figures de prou sont le foldingue nazi Elon Musk et l'idéologue Vance. Ces milliardaires sont aussi des idéologues, car ils incarnent le courant libertaire radical – « libertarien » – axé sur les possibilités offertes par la révolution numérique. Leur idéologie et leur projet sont mis en lumière dans le livre de l'historien canadien **Quinn Slobodian** *Le Capitalisme de l'apocalypse – Ou le rêve d'un monde sans démocratie*. Le titre original en anglais était *Le capitalisme de fracture*.

Avec l'impassible Xi Jinping en fond de scène qui sait que ce qui se passe ne le fragilise en rien.

À bas bruit jusque-là, mais à grand bruit désormais, le capitalisme high tech 2.0 a construit son utopie néo-fasciste : un monde débarrassé de la démocratie, de la citoyenneté et de l'État, libéré de la loi, du droit du travail, des taxes ou des réglementations, disséminé sur une multitude de petits territoires reliés par la mobilité du capital et des élites. Bref, une « archipélisation » du capitalisme.

Non seulement ils ont l'intention de fonder ce capitalisme mafieux, mais ils ont aussi l'ambition d'imposer ces idées de liberté sans limites (cf. discours de Vance à Munich).

Un Far West planétaire

Une conception des relations internationales faisant litière des accords et les transformant en une sorte de « **Far West planétaire** » (Pascal Boniface).

Un unilatéralisme qui prend d'abord l'allure d'**attaques contre les États**, même si ce sont des alliés (Panama (le canal), Groenland (Danemark), Canada). **Attaques** aussi **contre**

l'humanitaire : suppression de l'**USAID⁹Agence des États-Unis pour le développement international** (42% de l'humanitaire dans le monde et ce n'est pas anodin dont près de 90% pour l'Ukraine dans les trois dernières années). Retrait programmé de l'**OMS¹⁰Organisation mondiale de la santé** (20% de son budget) alors que Washington finance à lui seul 26% des organisations internationales comme l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) et Fonds mondial.

Action ensuite contre le droit international.

Avec la dénonciation de la **Cour pénale internationale¹¹Cour pénale internationale**, alors que les États-Unis, étaient les initiateurs du cadre juridique créé en 1945. La motivation est claire, la CPI est accusée d'avoir engagé des actions illégales et sans fondements contre les États-Unis (enquête sur l'Afghanistan) et leur proche allié Israël (Netanyahou et Gaza).

Constat : un double standard : Washington peut soutenir la CPI lorsqu'elle inculpe Vladimir Poutine ou des dirigeants africains, mais la sanctionner si elle inculpe Benyamin Netanyahou !

Ajouter la **Dénonciation de l'Accord de Paris sur le climat**, car Trump considère le dérèglement climatique comme un « canular ». Et ce alors que la crise climatique est aujourd'hui l'une des menaces les plus omniprésentes pour les droits humains parce qu'elle entraîne des famines, des crises de réfugiés et autres crises humanitaires, la pauvreté et le sans-abrisme à travers le monde.

Recours à un protectionnisme échevelé enfin – ce n'est pas une nouveauté dans l'histoire des États-Unis, au contraire – qui prend l'**allure d'une véritable guerre commerciale**. Elle était déjà lancée contre la Chine, mais c'est désormais au reste du monde que Trump déclare la guerre commerciale. Pour cela, il

dresse des barrières douanières comme son premier mandat n'en avait pas connues. Et ce, en ne respectant aucunement leurs engagements pris dans le cadre de l'OMC (éviter les discriminations, tenir compte des niveaux de développement des partenaires). Il cible, au nom du principe « œil pour œil », tant des pays émergents (Brésil, Mexique) que les pays développés (Canada, UE). Et ce, non sans reculs avec annonce de négociations (Canada, Mexique, Inde), qui sont bien à la mesure du caractère erratique du personnage.

Offensive anti-immigration avec la remise en cause du droit d'asile et du droit du sol (protégé par le 14^e amendement), proclamation de l'état d'urgence à la frontière du Mexique.

On ne peut s'interroger, sur fond de lâchage des classes populaires par les démocrates, sur le degré de proximité de Trump avec le fascisme des leaders de l'extrême droite européenne sans analyser les mécanismes qui font de la xénophobie une arme électoralement payante entre leurs mains.

II. Un renversement d'alliance

L'Ukraine, une trahison annoncée

Aux prises depuis 2014, mais surtout depuis l'invasion de 2022, avec l'agression impérialiste de la Russie, le peuple ukrainien se défend avec un courage, une inventivité, une auto-organisation qui a forcé l'admiration. Le drame a été que, dans ce combat dissymétrique contre une puissance d'envergure mondiale, il devait **se battre avec des armes fournies par d'autres**, les Américains et les Européens, organisés dans l'OTAN. Mais ils l'ont fait de manière mesurée, car ils n'ont pas voulu mobiliser les moyens qui auraient rendu possible une victoire ukrainienne, par crainte des conséquences d'une défaite russe.

Si Biden soutenait les Ukrainiens, Trump et les Républicains avaient déjà manifesté leurs désaccords – blocage pendant six mois des crédits alloués à l'Ukraine – et Trump avait déjà

même indiqué qu'il se situait comme un homme d'affaires, trouvant que cela coûtait cher.

Pas vraiment de surprise donc à sa volonté de mettre fin au conflit – au moment où la Russie est en difficulté ! – Mais la sidération est venue de la célérité avec laquelle la diplomatie américaine a mis les bouchées doubles sur le dossier ukrainien. Ce qui se dessine à grands traits, c'est un rapprochement entre les deux puissances, une marginalisation de l'Europe.

Partage de l'Europe, comme différentes prises de position russes tendraient à le montrer, ou au moins partage des influences ? Qu'en sera-t-il du projet de cessez-le-feu auquel il semble être parvenu ?

Trahison des Ukrainiens donc au prix d'un deal avec Poutine avec **un objectif illusoire, découpler la Russie et la Chine** ? Poutine dévierait-il de sa ligne de mire, désoccidentaliser le monde, dédollariser l'économie mondiale, agir en complicité avec l'Iran, la Corée du Nord et la Chine, instrumentaliser les BRICS [*Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud*], tels sont les axes stratégiques de Moscou pour mettre fin à l'« *hégémonie* » des États-Unis, suivis de manière limpide et constante. On peut en douter ! Dans ce jeu à deux le plus madré – et de loin – n'est pas celui qui occupe le devant de la scène !

Un partage de l'Europe ?

Cela touche d'abord les **questions de défense**. La défense de l'Europe est depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale indissolublement liée aux États-Unis par le Traité de l'Atlantique Nord (OTAN, avril 1949). Après la chute du Mur de Berlin (1989) et surtout la désintégration de l'Union Soviétique (1991) l'OTAN s'est, malgré une promesse verbale adressée à la Russie, déplacé vers l'est à la demande, naturellement volontiers acceptée, des pays concernés. Un

mouvement qui s'est accentué avec l'agression de l'impérialisme poutinien en Ukraine (adhésions de la Suède et de la Finlande).

La question des contributions de chacun s'est dès lors posée, en termes de % du PIB consacrés aux dépenses militaires. C'est dans ce contexte de diminution drastique de ces dépenses par les pays européens (« *les dividendes de la paix* ») que se placent les menaces de Trump. Si, depuis l'agression de l'Ukraine par la Russie de Poutine, tous les pays européens ont entrepris de réarmer et de porter leurs dépenses d'armement à 2% du PIB et même plus pour certains (Pologne, Pays baltes, Suède, Finlande) mais cela n'a pas empêché qu'en tant que Président il déclare que tous les pays devraient « *atteindre 5% de leur PIB* » alors que les États-Unis eux-mêmes n'en sont qu'à 3% ! En fait cela souligne que Trump est dans une perspective transactionnelle (annonces fortes pour négocier en position de force). Ou pour le dire crûment, une politique de chantage !

Cette politique européenne de Trump peut, d'après « *l'European Union Institute for Security Studies* », déboucher sur deux scénarios. Soit une politique du donnant donnant, faisant une différence entre ceux qui paient et les autres. Soit, autre terme de l'alternative, un scénario privilégiant un retrait d'Europe et une priorisation d'autres théâtres (Pacifique en premier lieu), ce qui reviendrait à choisir, en cas de conflit armé, entre une guerre navale et une guerre terrestre, que l'Europe devrait assumer seule. L'Europe (l'UE) doit se préparer aux deux scénarios.

Un réarmement perçu comme une nécessité

Dans l'immédiat, ce choc détermine en Europe une **révision drastique des priorités budgétaires** avec mise au premier plan sur le plan européen et au plan national de la question du réarmement. Avec l'objectif de suppléer dans l'immédiat le défaut étatsunien en Ukraine et de faire face à une éventuelle

agression de la Russie contre les pays baltes ou la Pologne ou encore la Roumanie. Ce qui prend à revers les militants pour la paix et pour le désarmement que nous sommes en posant en des termes nouveaux – rien à voir avec 1914 mais davantage avec 1938 – la redoutable question de l'attitude face à une guerre déjà là et à une guerre susceptible de nous arriver.

Une rivalité avec l'Union européenne ?

Mais l'Union européenne n'échapperait non plus pas à la « **règle** » **en matière de commerce** ! Avec une riposte prévisible de l'UE. Aussi bien pour Trump que pour Poutine, l'Union européenne est un obstacle qu'il faut faire sauter. Pour le premier, même s'il s'agit d'une Europe capitaliste, c'est une union qui représente une certaine régulation dans un univers que lui et le gang de la High Tech 2.0 souhaitent sans entraves. Pour le second, l'objectif est, pour le moins, de dominer les anciens pays qui appartenaient à l'URSS. Au prix d'un éventuel partage en zones d'influence.

III. Une constante

Renforcement de l'armement israélien

L'administration de l'ancien président démocrate Joe Biden avait suspendu l'année dernière **les livraisons à Israël de 1 800 bombes de 2 000 livres** (907 kg). Biden avait averti que l'utilisation de ce type de bombe à très grande capacité destructrice à Gaza serait une tragédie humaine. Et Bernie Sanders avait de plus plaidé pour une fin de ces ventes d'armes : « *Les États-Unis sont complices de toutes ces atrocités. Nous finançons ces atrocités et cette complicité doit cesser* ». Le 25 janvier, l'administration Trump approuvait la vente de bombes, munitions et missiles d'une valeur totale de 7,4 milliards de dollars à Israël. Cette vente « *améliore la capacité d'Israël à faire face aux menaces actuelles et futures, renforce sa défense et sert de moyen de dissuasion face aux menaces régionales* », avait alors indiqué l'Agence américaine de coopération en matière de sécurité de

défense (DSCA). Confirmation du fait qu'Israël est la pointe avancée de l'impérialisme américain au Moyo,-Orient !

Mais il y a plus, un soutien réaffirmé à la politique suprémaciste

On connaissait depuis son premier mandat le soutien de Trump à la politique d'Israël et de Netanyahou en particulier (6 décembre 2017, reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël), ce qui fait que la première mesure significative, la révocation du décret de Biden disposant de sanctions pour les colons responsables de violences à l'égard des Palestiniens (20 janvier), n'a guère surpris les observateurs !

Mais le **comble de l'infamie** a été atteint le 4 février lors d'une conférence de presse conjointe avec Netanyahou où il a tenu des propos à la fois à la fois délirants et cohérents avec les visées des suprémacistes au pouvoir à Tel-Aviv, propos qualifiés de « révolutionnaires » par Netanyahou – propos réitérés depuis à plusieurs reprises – une potentielle prise de contrôle de la bande de Gaza pour la transformer en nouvelle « *Riviera* » et en expulser les quelque 2 millions de personnes qui y survivent aujourd'hui dans des circonstances épouvantables symbolisent de manière spectaculaire une approche qui consacre la primauté de la force sur le droit..

Cynisme insupportable à l'égard d'un peuple qui survit dans des conditions épouvantables compte tenu du massacre de masse (« *guerre génocidaire* » ou « *génocide* » selon les appréciations) dont il a été victime de la part d'un gouvernement israélien aux mains des suprémacistes. Bilan probablement provisoire, plus de 60 000 morts dont beaucoup de femmes et d'enfants, des survivants au bord de la famine, destruction de plus de 70% du bâti... Cela porterait, si réalisée, un nom effroyable, celui de déportation, et une qualification évidente, celle de crime contre l'humanité.

Au-delà des sympathies pro-israéliennes d'un large courant religieux et politique – la « *Christian Coalition* » tendance essentielle du lobby sioniste – et du côté affairiste de la chose, cette approche interventionniste offensive de l'administration états-unienne montre que **malgré la priorité donnée à la Chine, le Moyen-Orient**, à commencer par un soutien indéfectible à Israël, reste une **zone privilégiée de l'impérialisme américain**.

En dehors de toute autre considération, il reste malgré tout qu'il s'agit principalement de soutenir Israël jusques et y compris dans son évolution suprémaciste qui vise, que ce soit à Gaza ou en Cisjordanie, à éliminer la présence palestinienne sur sa propre terre. D'autant que le président états-unien a comparé, lors de ladite conférence du 4 février dernier, le « *petit territoire* » d'Israël au Moyen-Orient à la taille d'un stylo sur son bureau, estimant qu'il n'était pas bon qu'Israël dispose d'un si « *petit morceau de terre* ». Soutien implicite à une expansion de l'État israélien. D'autant que le 17 août 2024, Donald Trump affirmait qu'Israël était un « *tout petit point* » sur la carte et se demandait s'il n'y avait pas « *moyen d'en obtenir plus* » (sic). Idée déjà suggérée en mars 2024, si l'on en croit le gendre du président Trump, Jared Kushner, qui faisait l'éloge du potentiel « *très précieux* » des « *propriétés en bord de mer* », suggérant qu'Israël déplace les civils pour « *nettoyer* » la bande (re-sic).

Au-delà du caractère difficilement réalisable de ce plan sans une complicité des États arabes – mais ils refusent tous d'en être complices – ou sans une extrême violence, comble du cynisme à l'égard d'un peuple jeté aux orties au nom des intérêts croisés du soutien à Israël et de préoccupations mercantiles. Cette volonté de fouler aux pieds le droit international et les institutions qui l'incarnent, vire, en ce qui concerne la Palestine, au cauchemar éveillé.

Ruptures ou continuités, il semble bien que comparées aux **continuités** (l'obsession chinoise ou le soutien à Israël même s'il est désormais radicalisé), **les ruptures l'emportent** (le monde transformé à tous points de vue en « Far West planétaire », la primauté de l'America First, la primauté de la force sur le multilatéral, la trahison de l'Ukraine, l'alliance avec Poutine, la distance par rapport à l'Europe).

S'il faut synthétiser l'accent mis à présent sur la force et le mépris pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à l'autodétermination, il est clair que la position de Trump sur le conflit israélo-palestinien (la radicalisation d'une attitude américaine constante) et surtout sur la guerre d'agression de Poutine en Ukraine (un retournement) en sont les symboles. Ce dernier point représentant dans toutes ses dimensions le véritable pivot de la bascule internationale ou le nœud d'un ancien ordre international qu'il s'agit de trancher. Bref, une approche trumpiste qui correspond à l'idéologie libertarienne (cf. supra), un retour à **un état de nature où seuls les forts l'emportent**, car du fait de leur puissance, ils peuvent se dégager des contraintes que pourraient leur imposer un ordre international fondé sur le droit.

Un nouveau coup d'État en Turquie

Category: Actualité politique
écrit par jmfouquer | 20 avril 2025

Un appel collectif a été lancé à l'initiative de l'Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (L'ACORT). Il dénonce le coup d'État organisé par le

régime d'Erdogan. ENSEMBLE! en est signataire. Nous soutenons celles et ceux qui résistent à la répression. Faisons connaître largement cet appel et invitons à le signer.

Un nouveau coup d'État en Turquie

Par **un collectif d'organisations**. Appel du 21 mars 2025 à l'initiative de l'**Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (L'ACORT)**.

Après avoir destitué des dizaines de maires kurdes et emprisonné des milliers d'élus et de journalistes et d'opposition depuis 2015, le régime d'Erdogan s'attaque désormais à Ekrem İmamoğlu, le maire d'Istanbul, en le plaçant en garde à vue aux côtés de plus d'une centaine de ses collaborateurs, d'élus et de membres de son parti, le CHP (Parti républicain du peuple).

Depuis plusieurs mois, alors qu'il menait en parallèle des pourparlers avec Abdullah Öcalan, leader kurde emprisonné sur l'île d'İmralı qui a fait une déclaration historique pour la paix le 27 février 2025, le régime d'Erdogan a intensifié sa répression tous azimuts contre les journalistes et les élus de l'opposition (CHP et kurdes), intensifiant le climat de peur.

Aujourd'hui, tout était en place pour un nouveau coup d'État avec l'arrestation de son principal opposant à la présidentielle. M. İmamoğlu devait être officiellement désigné ce dimanche lors d'une primaire interne du CHP comme unique candidat de son parti pour la présidentielle de 2028. La veille de son arrestation, son diplôme universitaire, qu'il avait obtenu il y a 35 ans, et nécessaire pour sa candidature, a été annulé.

[...]

Pour lire l'intégralité de l'appel, le signer, voir la liste des premiers signataires, cliquez sur l'image ci-dessous.

Un nouveau coup d'État en Turquie

Après avoir destitué des dizaines de maires kurdes et emprisonné des milliers d'élus et de journalistes et d'opposition depuis 2015, le régime d'Erdogan s'attaque désormais à Ekrem İmamoğlu, le maire d'Istanbul, en le plaçant en garde à vue aux côtés de plus d'une centaine de ses collaborateurs, d'élus et de membres de son parti, le CHP (Parti républicain du peuple).

Depuis plusieurs mois, alors qu'il menait en parallèle des pourparlers avec Abdullah Öcalan, leader kurde emprisonné sur l'île d'İmralı qui a fait une déclaration historique pour la paix le 27 février 2025, le régime d'Erdogan a intensifié sa répression tous azimuts contre les journalistes et les élus de l'opposition (CHP et kurdes), intensifiant le climat de peur.

Aujourd'hui, tout était en place pour un nouveau coup d'État avec l'arrestation de son principal opposant à la présidentielle. M. İmamoğlu devait être officiellement désigné ce dimanche lors d'une primaire interne du CHP comme unique candidat de son parti pour la présidentielle de 2028. La veille de son arrestation, son diplôme universitaire, qu'il avait obtenu il y a 35 ans, et nécessaire pour sa candidature, a été annulé.

Avec ces arrestations et une répression qui s'intensifie chaque jour, l'objectif du régime islamo-nationaliste est clair : se maintenir au pouvoir en préparant dès maintenant les élections de 2028, voire en les anticipant.

Face à cette escalade autoritaire, nous :

- ✓ **Condamnons fermement cette décision politique et exigeons la libération immédiate de tout.e.s les détenu.e.s politiques en Turquie ;**
- ✓ **Exhortons le gouvernement français et les dirigeants européens à interpeller leurs homologues turcs sur les exactions commises par le régime d'Erdogan ;**
- ✓ **Réaffirmons notre soutien et notre vigilance sans faille à toutes celles et ceux qui résistent à la répression en Turquie : les femmes, les Alévis, les Kurdes, les journalistes, les syndicalistes, les personnes LGBTQIA+, les universitaires, les enseignants et tous les opposants politiques.**

Vive la solidarité internationale !

Pour signer l'appel : association.acort@gmail.com